

*Rapport de
gestion*
2006

Assemblée Générale
Le 13 juin 2007
Au Centre Jean Bosco
(Lyon 5^{ème})

Avec le soutien financier de la
RhôneAlpes Région

Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux

259, rue de Créqui - 69422 LYON Cedex 03 - e.mail : secretariat@uriopss-ra.asso.fr - Site Internet : www.uriopss-ra.asso.fr

Rapport moral

Mot du Président

Chers adhérents,

Bienvenue à cette nouvelle assemblée générale ordinaire qui marque une étape de consolidation de l'Uriopss Rhône-Alpes en terme d'activité et une marque de volontarisme politique pour mieux porter et défendre les valeurs de l'ensemble du réseau Uniopss -Uriopss.

A cet effet, des plates-formes politiques ont été élaborées au sein du réseau Uniopss-Uriopss, en amont des élections présidentielles et législatives, et adressées aux parlementaires en place ainsi qu'aux candidats aux élections présidentielles.

A nous aujourd'hui en région de relayer cette contribution politique, après les élections législatives auprès de tous les députés, des sénateurs en place, des Présidents de Conseil régional, et des Conseils généraux, des représentants de l'État et des maires des communes de plus de cinq mille habitants.

En cette période de changement politique, il est particulièrement important que l'Uriopss soit très présente pour défendre ses valeurs, faire mieux connaître ses missions et son engagement non lucratif au sein de la protection sociale en veillant à assurer la protection des publics les plus vulnérables.

Lors du prochain congrès de l'Uniopss à Nantes les 13-14 et 15 novembre prochains, la thématique qui sera développée portera sur « *cohésion sociale et solidarités : changeons nous de cap?* »

Je vous invite à venir très nombreux, car les débats et contributions seront très riches et devraient nous aider à mieux intégrer la dimension politique de nos organismes et développer notre capacité de mobilisation.

Au-delà de l'implication toujours aussi forte et reconnue de l'équipe des salariés de l'Uriopss, je voudrais saluer l'investissement particulier des administrateurs sur ces deux dernières années pour la révision du projet de l'Union régionale. Ce travail, qui n'était pas simple tant notre champ d'intervention est large, nous permet aujourd'hui d'être beaucoup plus lisible sur nos missions, et rend plus cohérente l'organisation de nos activités qui en découle.

Le travail n'est pas terminé puisque nous passons à la traduction de notre projet dans les statuts en intégrant aussi les conséquences du projet stratégique de l'Uniopss et du renforcement des liens avec les adhérents nationaux.

Cette révision des statuts de l'Uriopss Rhône-Alpes sera soumise à votre approbation lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devrait se tenir à la suite de la journée annuelle « vie associative » le 6 décembre prochain à l'espace de l'Ouest Lyonnais.

Enfin, comme vous avez pu le voir sur la convocation à cette assemblée générale, nous avons tenu à consacrer un temps d'hommage au Docteur René Jacqueson qui nous a quitté le 14 mars dernier.

Cette assemblée générale qui regroupe de nombreuses associations au sein desquelles il a été Président ou administrateur, y compris à l'Uriopss Rhône-Alpes, nous paraissait être le lieu le plus représentatif pour cet hommage.

Le Président
Bruno de la BASTIE

Le rapport financier sur les opérations de l'exercice clos au 31 décembre 2006

UNION REGIONALE INTERFEDERALE DES ORGANISMES PRIVES
SANITAIRES ET SOCIAUX DE RHONE-ALPES
(U.R.I.O.P.S.S.)

259, rue de Créqui - 69422 LYON CEDEX 03

N° Préfecture du Rhône 04121

N° Siret : 77984723500040

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006, que nous soumettons à votre approbation, ont été arrêtés en euros le 9 mai 2007 par le conseil d'administration de l'Uriopss Rhône-Alpes, conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Il a été fait application des dispositions du règlement n°99-01 du CRC, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des Associations et Fondations.

1 - Le résultat net excédentaire de l'exercice 2006 s'élève à 4 183 €

Cet équilibre enfin retrouvé s'explique par une progression significative des prestations payantes individuelles (formations intra ou accompagnements) de plus en plus demandées par les adhérents ainsi que par les actions collectives pluriannuelles engagées. En terme concret, ce travail s'est traduit par :

- Le développement d'actions collectives à visée pluriannuelle et correspondantes au cœur de métier de l'Uriopss (exemple : sensibilisation intersectorielle à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences, création d'accueil de jour malades Alzheimer, prévention de la maltraitance en institution)...
- La création du pôle de coopération en réseau qui a pour objectif de consolider une démarche de soutien au réseau associatif de solidarité par une méthodologie d'accompagnement ciblée sur le renforcement du secteur privé non lucratif sanitaire et social. Le niveau d'accompagnement individuel sur ces thèmes (restructuration, mutualisation des moyens...) est en très forte progression et mobilise l'ensemble de l'équipe.
- Les formations restent en 2006 à un bon niveau. Une analyse plus fine du service formation permet de préciser que le nombre de stages inter reste constant mais c'est la moyenne du nombre de stagiaire par stage qui diminue. L'augmentation des tarifs ne suffit pas à compenser cette diminution progressive. Par contre, le nombre de stages intra est en progression permanente et confirme les besoins individuels.
- Enfin, la subvention pluriannuelle du Conseil Régional Rhône-Alpes au titre du soutien aux têtes de réseau de l'économie sociale et solidaire, et dans le cadre d'une convention d'objectifs pluriannuels, a doté l'Uriopss Rhône-Alpes d'une subvention de fonctionnement de 20.000 € sur les trois années 2005 à 2007. Celle-ci permet aujourd'hui d'atteindre un résultat d'exploitation presque à l'équilibre qu'il faudra compenser à l'avenir par l'activité.

2 - Evénements significatifs postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Le Conseil régional a interpellé la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS) en 2006 pour lui demander de présenter un projet de contenu de contrat sectoriel transversal au sein du secteur de l'Économie Sociale et solidaire.

Après 6 mois de travail et d'élaboration de projets au sein de la CRESS, un contrat global a été présenté à la Région et est en cours d'examen et de validation par les élus du Conseil Régional. C'est dans ce cadre que le projet de l'Uriopss Rhône-Alpes, relatif à une action collective sur la base des missions du pôle de coopération en réseau, a été acté et doit être validé par les élus en juillet prochain.

Cette action permettrait de consolider et de développer une méthodologie de travail spécifique aux restructurations des associations du secteur sanitaire et social.

3 - La perspective du futur

Les efforts engagés depuis 2004 permettent aujourd'hui de produire les résultats escomptés pour l'exercice 2006.

Le conseil d'administration reste vigilant pour consolider durablement cet équilibre tout en veillant à maintenir et développer un axe de représentation politique fort et lisible.

Le projet associatif de l'Uriopss Rhône-Alpes présenté à l'assemblée générale de l'année dernière est en pleine mise en oeuvre et nécessite une réforme des statuts actuels qui sera soumise à une assemblée générale extraordinaire d'ici la fin de l'année 2007.

Enfin, il reste à reprendre la question des locaux qui revient d'actualité avec toujours la volonté de mutualiser des lieux avec d'autres.

**Le Trésorier
M. BADOIL**

EVOLUTION DU COMPTE DE RESULTAT

	2006	2005	2004
Produits d'exploitation			
Prestations de service (<i>abonnements et stages formation</i>)	276 417	297 461	339 778
Subventions d'exploitation (<i>Dont subventions sur actions</i>)	244 984 (214 050)	86 901 (45 013)	63 788 (41 583)
Cotisations (<i>adhérents+partenaires</i>)	524 322	522 095	478 768
Reprises sur DAP	13 443	4 243	18 631
Vente autres produits	290 648	239 428	270 379
Total produits exploitation	1 349 814	1 150 128	1 171 343
Charges d'exploitation			
Achats et charges externes	415 575	353 446	396 558
Impôts et taxes	56 097	55 524	54 098
Salaires et charges sociales	752 647	760 438	732 921
Dotations et autres charges	29 582	29 689	22 464
Total charges d'exploitation	1 253 901	1 199 097	1 206 042
Résultat d'exploitation	95 913	(48 969)	(34 698)
Produits financiers	10 373	9 414	7 810
Charges financières	106	621	1 204
Résultat financier	10 267	8 793	6 607
Produits exceptionnels	2 748	7 561	22 645
Charges exceptionnelles	5 344	9 013	45 165
Résultat exceptionnel	(2 596)	(1451)	(22 520)
Total des Produits	1 362 935	1 167 103	1 201 410
Total des Charges	1 259 351	1 208 731	1 252 410
Solde intermédiaire	103 584	(41 627)	(50 611)
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (subvention DRASS)	99 400		
EXCEDENT OU DEFICIT	4 184	(41 627)	(50 611)

EVOLUTION DU BILAN

ACTIF	2006	2005	2004
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	647		230
Immobilisations corporelles	32 715	40 121	45 631
Immobilisations financières et participations	8 654	8 652	6 700
Total Actif immobilisé	42 016	48 774	52 561
Actif circulant			
Stocks et en cours	0	0	0
Créances d'exploitations	187 873	161 247	110 033
Disponibilités et charges constatées d'avance	448 944	338 314	437 979
Total Actif circulant	636 817	499 562	548 012
Total général de l'ACTIF	678 833	548 336	600 573
PASSIF	2006	2005	2004
Fonds propres			
Fonds associatifs	114 505	114 505	114 505
Réserves	63 145	104 772	155 383
Résultat de l'exercice	4 184	(41 627)	(50 611)
Total Fonds propres	181 834	177 650	219 277
Provisions pour risques et charges	68 185	54 810	44 900
Fonds dédiées	99 400		
Emprunts et dettes	329 414	315 876	336 396
Total général du PASSIF	678 833	548 336	600 573

Le rapport d'activité 2006

I - Le Conseil d'Administration et l'organisation du siège

I-1- Le Conseil d'Administration et le Bureau de l'URIOPSS Rhône-Alpes

Janvier 2006

M. le Docteur René JACQUESON
Président d'Honneur
M. Guy ROUSSELOT
Président d'Honneur

Membres du bureau de l'U.R.I.O.P.S.S.

M. Bruno de la BASTIE

- *Président de l'URIOPSS*
- *Président de Notre-Dame de Seillon (01)*

M. Francis CONTIS

- *Vice-Président de l'URIOPSS*
- *Directeur Général de la Mutualité du Rhône*

M. Roger BADOIL

- *Trésorier de l'URIOPSS*
et de plusieurs associations

M. Guy LABOPIN

- *Secrétaire de l'URIOPSS*
- *Directeur de la S.L.E.A. (Société Lyonnaise de l'Enfance et de l'Adolescence)*

M. Jean-Jacques BOSC

- *Directeur Association Diaconat Protestant*

Mme Jany GUILLOT

- *Vice-Présidente FNARS Rhône-Alpes*

M. Jacques CONVERT

- *Directeur APEI (73)*

Catégorie : Représentation départementale

Mme Marie-Antoinette GOUDY

- *Déléguée Départementale de l'Isère*
- *Administrateur de l'A.D.E.S.S.I.*
(Association Départementale d'Education Sanitaire et Sociale de l'Isère)

M. Michel BAROUX

- *Représentant départemental de la Loire*
- *Délégué Régional de l'U.D.A.M.S.S. (42)*

M. Jean-Claude PICHON

- *Délégué Départemental du Rhône*

M. Philippe JEAN

- *Délégué Départemental de la Drôme*
- *Président de l'Escale (26)*

*Ain - Ardèche - Savoie - Haute-Savoie :
postes à pourvoir*

Catégorie : Représentation sectorielle

1^{er} collègue :

Secteur SOINS/SANTE

M. Robert DOLDOURIAN
- Président de l'Association ORSAC (69)

M. DUBOST
- Directeur Général Association Soins et Santé (69)

2^{ème} collègue :

Secteur HANDICAP

Mme Lucette CORSINI
- Présidente ADIMC (26)

M. Jacques CONVERT
- Directeur APEI (73)

3^{ème} collègue :

Secteur PERSONNES AGEES

Mme Catherine DALBY
- Directrice de la Mutualité de l'Ardèche (07)

Mme Marie-Gabrielle SERVIANT
- Directrice de la maison de retraite Caritas (69)

4^{ème} collègue :

Secteur INADAPTES SOCIAUX

Mme Jany GUILLOT
- Vice-Présidente FNARS Rhône-Alpes

M. Marc JARJAT
- Directeur association Escale (26)

5^{ème} collègue :

Secteur ENFANCE/FAMILLE

M. Gérard BRION
- Directeur association APASE (38)

M. FORISSIER
- Président ADSEA (42)

6^{ème} collègue :

Secteur AUTRES SECTEURS

M. Jean-Jacques BOSC
- Directeur Association Diaconat Protestant (26)

M. FLEURIOT
- Etablissement médical de la Teppe (26)

Catégories : Personnes qualifiées

M. Roger BADOIL

M. Jean-Pierre CLAVERANNE
- Professeur des Universités
- Directeur de l'IFROSS (Institut Formations et Recherches sur les Organisations Sanitaires et Sociales et leurs réseaux)

M. Francis CONTIS

M. Bernard DOREL

M. Guy LABOPIN

M. Marc POILVERT
- Vice-Président de l'U.N.A.P.E.I. (Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés)

M. Bruno de la BASTIE

M. Guy ROUSSELOT
- Administrateur de l'ORSAC

Catégorie : Représentation du personnel

M. Thierry VERGNAUD

I-2 Délégations Uriopss départementales et sectorielles

Janvier 2006

	Délégué départemental	Enfance-Famille	Insertion	Personnes âgées	Personnes Handicapées	Santé
		Ain		M. Guy DEPEYRE, Institut d'enfants de Seillon		
Ardèche		M. Pierre MANENT Maison d'enfants du sacré cœur	M. Denis JEANMOUGIN CHRS L'eau vive	M. Philippe FINIELS Maison de retraite les Muriers / Mme BOURDELLES Résidence les Peupliers	M. Carmel ASCIAC Le Home vivarois	
Drôme	Monsieur Philippe JEAN, Président de l'ESCALE	M. Patrick OGNAR Foyer éducatif Romanais		M. Philippe MOURIER Maison de retraite les Fontgères / Mme Jocelyne LEONARDELLI (suppléante), EHPAD la résidence les côteaux	M. Jean-Marc ANDRE ADAPT Drôme- Ardèche	
Isère	Mme Marie- Antoinette GOUDY Administratrice Codase	M. Jean-Paul DEMARD CODASE / M. Gilles VULIN (suppléant), Espace d'avenir	M. Pascal CALUORI, CHRS Arep / M. Roger BAYOT CHRS L'étape	M. AZZOPARDI Maison de retraite la Cheneraie / Mme Catherine PLANCHARD (suppléante), Maison de retraite Reynies	M. Gabriel PASQUIER, Association Ste Agnès	
Loire	M. BAROUX, Administrateur Udams	M. Christian BORGHESE L'arc en ciel			M. Christian DEVUN IMP Chantalouette	
Rhône		M. Michel CHABANOLLES MECS Les pierres dorées		Mme Marie Roche, Centre la Roseraie		
Savoie		M. Gérard VANZETTO Association le Gai logis / M. Marcel ECHANTILLAC Le relais familial		M. Pascal LEFLEM Foyer notre Dame		
Haute- Savoie		M. Roger DURAND La Maison des Enfants	M. Fernand GANNAZ Foyer d'accueil féminin	Mme JACQUEMOUX Le rayon de soleil	M. Michel BLANCHON Udapei - délégation 74	

Organigramme de l'équipe de l'Uriopss - juin 2007

URIOPSS RHONE-ALPES

Site internet : <http://www.uriopss-ra.asso.fr>

Direction

Laure CHAREYRE ☎ 04.72.84.78.10
l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr

• Formation

Colette PROT ☎ 04.72.84.78.16
c.prot@uriopss-ra.asso.fr
Secrétariat du service : Annick CLAUD
formation@uriopss-ra.asso.fr

• Communication / Documentation / Web

Violaine DELAY ☎ 04.72.84.78.17
v.delay@uriopss-ra.asso.fr

Administration

☎ 04.72.84.78.10 / fax : 04.72.84.78.19
secretariat@uriopss-ra.asso.fr

• Comptabilité

Isabelle MAZZONE
i.mazzone@uriopss-ra.asso.fr

• Secrétariat

Véronique RAY
(Relations adhérents, secrétariat du
Président et de la Direction)
v.ray@uriopss-ra.asso.fr

Annick CLAUD
(Secrétariat général)
a.claud@uriopss-ra.asso.fr

Délégations départementales

Ain : *poste vacant*
Ardèche : *poste vacant*
Drôme : M. JEAN
Isère : Mme GOUDY

Loire : M. BAROUX
Rhône : *poste vacant*
Savoie : *poste vacant*
Haute-Savoie : *poste vacant*

Domaines sectoriels et intersectoriels

• Politiques associatives

Laure CHAREYRE ☎ 04.72.84.78.10
l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr

• Politiques d'action sociale

Jean JALLAGUIER ☎ 04.72.84.78.15
(Personnes âgées, personnes handicapées)
j.jallaguiier@uriopss-ra.asso.fr

François BOURSIER ☎ 04.72.84.78.14
(Insertion, enfance/famille)
fp.boursier@uriopss-ra.asso.fr

• Politiques de la santé

Thierry VERGNAUD ☎ 04.72.84.78.60
t.vergnaud@uriopss-ra.asso.fr

• Politiques territoriales et décentralisation

Eric RAOUF ☎ 04.72.84.78.18
e.raouf@uriopss-ra.asso.fr

Domaines transversaux

• Comptabilité, fiscalité, analyse financière, budget, tarification, contentieux tarifaire

Marc PILLON ☎ 04.72.84.78.12
m.pillon@uriopss-ra.asso.fr

• Autorisation de création, habilitation, conventions, missions / réglementation

Eric RAOUF ☎ 04.72.84.78.18

• Droit social et droit associatif

servicejuridique@uriopss-ra.asso.fr
Pierre GAUDIER ☎ 04.72.84.78.13
p.gaudier@uriopss-ra.asso.fr
Alice CHAILLOU ☎ 04.72.84.78.13
a.chaillo@uriopss-ra.asso.fr

• Etude, adaptation de l'existant, création, évaluation, accompagnement de projet

Jean JALLAGUIER ☎ 04.72.84.78.15
Eric RAOUF ☎ 04.72.84.78.18
Thierry VERGNAUD ☎ 04.72.84.78.60

• Projet associatif / Ambition associative

François BOURSIER ☎ 04.72.84.78.14
ERIC RAOUF ☎ 04.72.84.78.18

Principales représentations régionales

Conseil Economique et Social Régional (CESR) : Bruno de la BASTIE
Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) : Laure CHAREYRE
Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA) : Bruno de la BASTIE

Comité Régional de l'Organisation Sanitaire (CROS) : Administrateur Uriopss et Thierry VERGNAUD
Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) : Jean JALLAGUIER,
François BOURSIER, Eric RAOUF
Cap Réseau (secteur sanitaire) : Thierry VERGNAUD

II - Les Adhérents :

Evolution des adhérents sur trois ans Tableaux récapitulatifs

Nombre d'associations adhérentes et leurs établissements et services	2006	2005	2004
		527 associations gestionnaires de 1074 structures	537 associations gestionnaires de 1058 structures

La tendance à la diminution du nombre de personnes morales déjà amorcée depuis deux ans se confirme : il s'agit principalement de regroupements et de quelques de fermetures.

Répartition des établissements et services par secteur d'activité	Année 2006	Année 2005	Année 2004
Soins et santé	91	98	94
Personnes âgées	238	234	232
Handicap	295	294	288
Enfance/famille	170	162	169
Réadaptation sociale et insertion	94	94	97
Autres secteurs	186	176	174

Répartition des structures par département	2006	2005	2004
Ain	80	72	70
Ardèche	54	57	57
Drôme	101	103	102
Isère	154	150	156
Loire	114	115	118
Rhône	437	424	414
Savoie	61	62	60
Haute-Savoie	75	75	77

III - Les grands points de l'activité 2006

Activités transversales

Projet associatif - François Boursier

Au cours de l'année 2006 nous avons accompagné des associations sur leur projet associatif. Il s'agissait de réfléchir avec le Conseil d'administration de l'association sur les valeurs, les objectifs et les moyens qu'entend se donner l'association pour conduire son action.

L'enjeu de ce travail est :

- de s'inscrire dans la dynamique de projet : du projet individuel au projet associatif en passant par le projet d'établissement et de service ;
- de redonner sens à son action en s'interrogeant sur ses valeurs fondatrices ;
- de vérifier les spécificités associatives ;
- de redonner de la cohérence au dispositif associatif en réaffirmant l'engagement de chacun ;
- de revisiter son association par une démarche qui interroge l'organisation ;
- de s'inscrire dans un territoire et au sein de réseaux de partenaires, situer l'association par rapport à son environnement.

Nous avons ainsi réalisé les accompagnements de cinq associations sur l'élaboration du projet associatif en 2006, et les demandes sont importantes pour 2007. Cette situation est très rassurante car c'est le fruit d'un travail de longue haleine dans le réseau qui fait écho aujourd'hui auprès des adhérents et permet de montrer toute la pertinence et la modernité du guide du réseau sur « l'ambition associative ».

L'évaluation des activités et de la qualité des prestations - Thierry Vergnaud

L'activité de l'URIOPSS dans ce domaine a été soutenue en 2006 et s'est exercée selon plusieurs modalités :

- Des formations "inter".
- Des formations et des accompagnements "intra" visant à formaliser, avec les différentes "parties prenantes", les outils nécessaires à l'évaluation interne.
- Des conseils ponctuels aux adhérents demandeurs.
- Une participation active au "Groupe Evaluation" de l'UNIOPSS. Ce groupe était notamment chargé de définir la "doctrine" du réseau UNIOPSS/ URIOPSS sur cette question et d'alimenter la réflexion de nos représentants au Conseil National de l'Evaluation Sociale et Médico-Sociale. Tout au long de l'année, ce groupe a suivi de très près les travaux du Conseil ; travaux qui ont abouti en septembre 2006 à la publication du "*Guide de l'évaluation interne*" qui apparaît au final globalement conforme à nos attentes et suggestions.

L'Uriopss a choisi de mettre l'accent sur l'accompagnement des adhérents dans la démarche de projet, et particulièrement de développer au-delà du projet d'établissement et de service, la démarche d'évaluation interne.

Cette démarche d'évaluation interne prévue à l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles permet - selon les termes du C.N.E.S.M.S. - « *d'instaurer un processus global et cohérent du changement, dans l'optique de l'amélioration continue de la qualité des prestations* ».

Plusieurs établissements ont entamé en 2006 cette démarche et ont demandé à l'URIOPSS son appui pour un accompagnement ou une formation-action.

L'URIOPSS propose d'intervenir auprès d'un groupe de pilotage (constitué par la direction de l'établissement qui pilote la démarche d'évaluation) pour lui fournir l'ensemble des éléments théoriques et méthodologiques nécessaires à ses missions qui sont :

- Formaliser les outils nécessaires à l'évaluation interne.
- Réaliser l'évaluation interne.
- Elaborer un pré-rapport d'évaluation et proposer un plan d'amélioration de la qualité des prestations.

Le nombre de jours est à fixer au cas par cas (5 à 8 jours en moyenne) et il faut prévoir 9 à 12 mois pour réaliser cette prestation.

En 2006, l'URIOPSS est ainsi intervenue pour la démarche d'évaluation interne en formation-action auprès de sept établissements pour un total de 23 journées (certaines formations se poursuivent en 2007) et en accompagnement individuel auprès de deux autres associations pour un nombre de 7 jours. Les accompagnements ciblés sur le projet d'établissement ont concerné quatre établissements pour 16 jours d'intervention.

Perspectives 2007 : cet investissement important est à la hauteur des enjeux qui attendent les associations dans les prochaines années sur la question centrale de la qualité des prestations qu'elles délivrent à leurs usagers. Compte tenu de la forte demande dans ce domaine, il s'agit de nous organiser pour faire face à cette priorité sachant que la forme d'accompagnement individuel avec notre approche spécifique correspond particulièrement aux attentes des adhérents.

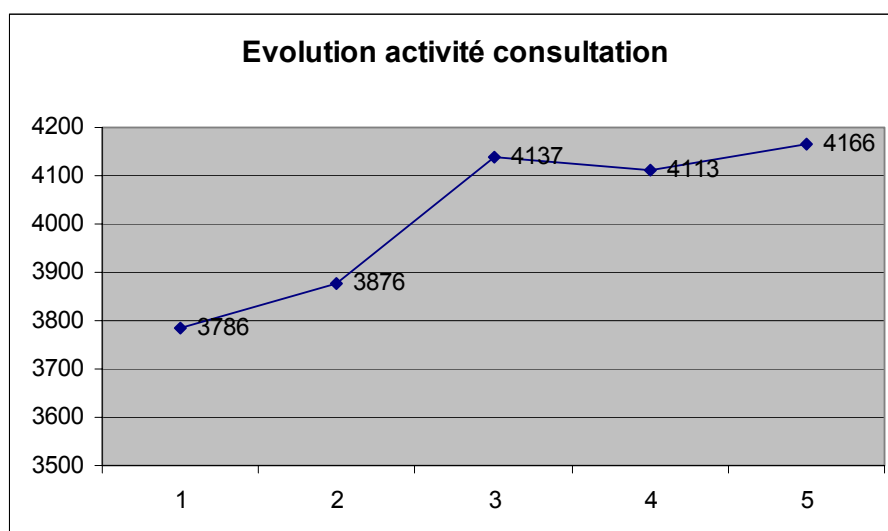
Service juridique – Pierre Gaudier et Alice Chaillou

Nous rappelons que Mme Géraldine Haguener, conseiller technique au service juridique, n'a pas été remplacée suite à son départ en février 2006. Malgré cela, l'activité du service a été maintenue, et est même en croissance.

▀ Activité cotisation :

Les consultations

Le nombre de consultations est stable depuis les trois dernières années et constitue la moitié de l'activité du service.



- **Les autres activités** dans la cotisation ont été centrées sur la veille juridique pour la base internet du réseau, la réalisation du Trait d'Union, les mises à jour des grilles et avenants des conventions collectives ainsi que les réunions de travail diverses.

▮ Les activités prestations :

- **Le réseau :**
Commission droit social : Pierre GAUDIER intervient en appui technique à la commission droit social de l'Uniopss qui se réunit 4 à 5 fois par an.
Par ailleurs le service juridique est intervenu en appui technique auprès de l'Uriopss Lorraine pour une fusion d'associations, et auprès de l'Uriopss Bourgogne pour une formation intra sur l'application de la convention collective 51.
- **La formation :**
L'activité formation du service juridique est restée soutenue. De nouvelles sessions de formation ont été mises en place (ateliers du droit).
Une session de formation pour l'Uniopss a été assurée sur le fonctionnement associatif.
- **Les prestations individuelles :**
De nombreux accompagnements individuels ont été réalisés. On peut citer spécialement des actions liées à notre mission de pôle de coopération avec le rapprochement de plusieurs associations (fusion de deux associations dans le secteur des personnes âgées, dans le secteur de l'enfance inadaptée), de mise en œuvre d'une convention collective, étude sur la gestion des ressources humaines d'un réseau régional.
- **Les prestations collectives :**
Plusieurs journées d'étude ont été organisées, dans le cadre du fonctionnement associatif et du droit de la durée du travail.
- **Divers**
Le *Guide de l'employeur* édité par l'Uniopss est mis à jour par le service juridique de Rhône-Alpes et nécessite une veille particulière.
Par ailleurs, Pierre Gaudier a réalisé le chapitre « *droit des usagers et droit du travail* » dans le cahier technique n° 18 de l'Uniopss relatif aux droits des usagers

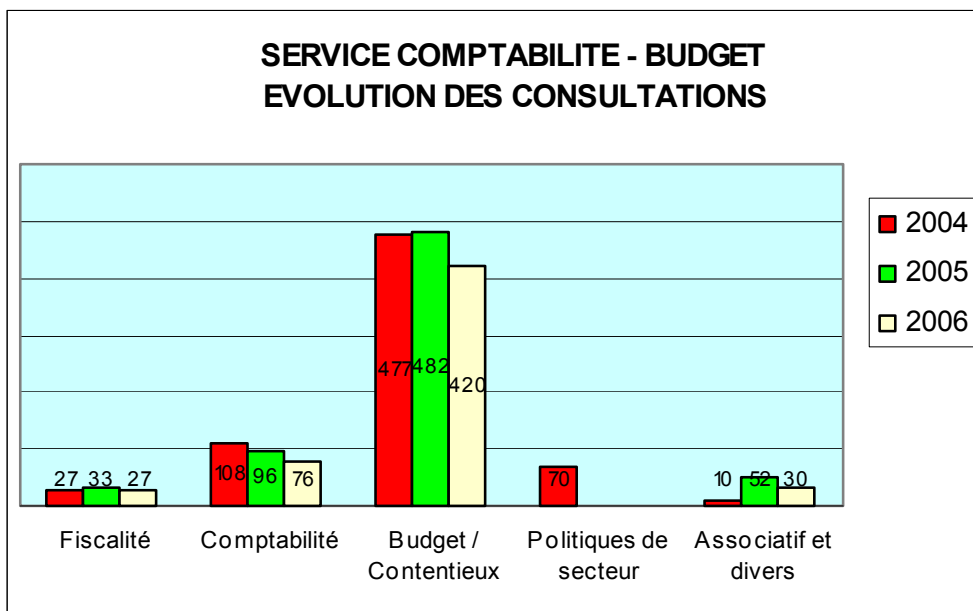
Service gestion et tarification / mission et relation avec les autorités de compétence - Marc Pillon

L'année 2006 est la deuxième année pleine dans la configuration nouvelle du poste regroupant l'ensemble des éléments ayant trait à la gestion dans son versant financier.

▮ L'activité cotisation reste stable, et représente près de 40% de l'activité totale.

- Les **consultations individuelles** marquent une baisse relative passant d'un peu moins de la moitié du temps consacré à la cotisation à un tiers avec **550 consultations** et rendez-vous dans l'année. La répartition des activités de consultation reste globalement stable par rapport à l'année précédente, la partie concernant le budget et le contentieux restant très largement prédominante. Il convient toutefois de noter que, dans la tendance de l'année précédente, le poids des questions relatives au contentieux pèse de plus en plus lourd.

SERVICE COMPTABILITE - BUDGET EVOLUTION DES CONSULTATIONS



- **Les autres activités** dans la cotisation restent importantes et représentent le second tiers : avec entre autre la commission départementale des impôts, le TITSS, préparation et journée de rentrée et intervention à la demande dans les commissions sectorielles, la rédaction du Trait d'Union et diverses réunions.
- **Enfin le travail au sein du réseau avec l'UNIOPSS et les URIOPSS** voit sa part augmenter de façon importante pour représenter 30 % du temps consacré à la cotisation : travail de réflexion, de proposition et d'élaboration avec l'UNIOPSS et principalement la commission gestion (10 réunions cette année dont 3 avec les adhérents nationaux autour de la « plateforme tarification » et une rencontre de la DGAS), rédaction de fiches CIRSSSE pour le site Internet et appui au réseau des URIOPSS.

▀ Les activités prestations

- **La formation** trouve un bon rythme de croisière. En effet, après la forte activité de l'année 2004 (37 sessions sur 58 jours), due principalement à la nouveauté constituée par le décret budgétaire d'octobre 2003, et une année 2005 restée à un niveau relativement conséquent (23 sessions sur 48 jours), l'année 2006 présente 18 sessions réparties sur 34 jours d'animation :
 - 11 sessions en inter pour 28 jours ;
 - 1 session en intra sur 1 jour ;
 - 6 sessions en prestations de services : 5 pour le « Diplôme de gestion des établissements sanitaires et sociaux » (GESS), et 1 pour l'URIOPSS Provence Alpes Côte d'Azur et Corse.

Le maintien de **l'activité formation** à ce niveau au titre de l'exercice 2007 reste un objectif à atteindre, malgré la plus faible actualité budgétaire et le nombre important de personnes déjà formées sur les dernières années.

Cette baisse attendue de l'activité formation a été compensée par le développement des prestations payantes, essentiellement par le biais de journées d'information et auprès du réseau des URIOPSS et de l'UNIOPSS :

- **Les prestations individuelles** auprès des adhérents n'ont représenté que 8 jours d'intervention en 2006.
- **Les prestations collectives** : organisation de 7 journées d'étude dans l'année qui ont touché au total 320 personnes. La répartition des thématiques portait sur l'ordonnance de simplification de

décembre 2005 et les décrets budgétaires d'avril et mai 2006 (4 journées), et sur la préparation des budgets 2007 (3 journées) ;

- **Les prestations réseau** : mise à jour du Guide du budget, CD Rom budget et compte administratif, Document conjoncturel sur les parties comptabilité et fiscalité, participation aux fiches gestion pour le CNAR sanitaire et social ;

Pour l'année 2007, les prestations individuelles auprès des adhérents devraient rester à un niveau faible sur les problématiques de gestion pure bien que les demandes d'intervention dans le cadre du pôle de coopération pourraient se développer assez vite.

Les journées d'étude sont appelées à rester à un niveau élevé sur les constructions des budgets, voire à se développer autour des restructurations.

Quant au réseau et particulièrement l'UNIOPSS, la demande reste forte concernant un appui de notre région sur les différents outils.

Service Création - Autorisation - Eric Raouf

▀ L'activité Cotisation

- **Consultations individuelles**

Les consultations individuelles sont au nombre de 204 ce qui représente 18 % de l'activité, et portent sur :

- Les dossiers d'autorisation de création, d'extension ou de transformation des établissements et services ;
- Les droits des usagers et les outils de leur mise en oeuvre ;
- La contractualisation avec les autorités (conventions d'objectifs et de moyens, conventions tripartites) ;
- Les droits et obligations des établissements et services ;
- les contrôles administratifs ;
- Le régime des baux

- **Collectif** : représente la plus grande part de l'activité cotisation et concerne l'animation du secteur « politiques territoriales » et les représentations dans les instances de concertation. (voir page 28)

▀ les activités Prestations

- **Les prestations individuelles** : elles restent stables et représentent 13 % de l'activité. Ces prestations concernent l'accompagnement des adhérents dans le cadre de la méthodologie de montage de dossiers d'autorisation, de création, de transformation ou d'extension des établissements et services ainsi qu'une mission d'étude sur le devenir d'une structure d'accueil pour les étudiants handicapés.

- **La formation**

Les actions de formation ont concerné :

- le régime des autorisations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- le contexte général et la connaissance de l'environnement législatif et réglementaire de l'action sociale ;
- l'intervention dans le cadre de la formation « Diplôme de gestion des établissements sanitaires et sociaux » (GESS) avec l'université Lyon 1 et du CAFERUIS avec IFTS de Grenoble.
- les droits des usagers ;
- la décentralisation et les politiques territoriales.

Jean Jallaguier

En 2006, les actions collectives au service direct du plus grand nombre d'associations font définitivement partie du panorama des animations de notre union régionale. Le volume d'action devient impressionnant : au total **32 sites directement bénéficiaires** sur le terrain et représentant tous les secteurs, **plus de 400 participants en journées régionales de restitution**. Le temps consacré par nos équipes est conforté (toujours **20 % environ du service Etude Actions** - participations de Colette Prot et de François Boursier) avec l'appui de partenariats extérieurs :

- **Conduite d'une démarche GPEC en institution sociale, médico-sociale et sanitaire**

Tous les secteurs de l'Action sociale, médico-sociale et sanitaire étaient concernés par cette action transversale initiée en 2005, soit un total 18 sites (double adhésion Uriopss/Unifaf) qui ont bénéficié d'une aide directe sur le terrain des consultants du Cabinet Novabilis.

La problématique leur a permis de travailler concrètement la relation stratégie / GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), la logique diagnostic / plan d'actions, l'évaluation, l'implication des acteurs, la formalisation du travail, l'articulation avec le projet d'établissement, la construction d'un plan d'actions commun, la formalisation des activités et compétences dans le cadre de la redéfinition du service...

L'action régionale a été initiée et suivie un an durant par nos services Formation (Colette Prot) et Etude Action (Jean Jallaguier) en lien avec l'équipe d'Unifaf. La restitution régionale a eu lieu l'après-midi de la journée de rentrée le 28 septembre 2006 et a réuni 200 participants qui ont pu échanger sur les intérêts et les enjeux actuels de la GPEC pour les institutions, ainsi que les étapes et les incontournables d'une telle action.

- **Accompagner la problématique de la maltraitance en institution sociale ou médico-sociale**

Cette action collective s'est déroulée sur les trois derniers trimestres de l'année 2006. Elle constitue le prolongement de l'action initiée en 2004 sur la prévention des situations de maltraitance et concrétisée avec la parution d'un carnet de route Uriopss Rhône-Alpes intitulé « Prévoyance et vigilance face aux situations de maltraitance ».

Une fois les financements obtenus, les quatre auteurs (François Boursier, Bruno-Marie Duffé, Colette Eynard, Jean Jallaguier) ont pu mettre à l'épreuve la méthode d'approche inscrite dans le carnet de route auprès de quatre institutions sociales et médico-sociales de la région Rhône-Alpes : un CHRS dans l'Isère, un service d'aide et de soins à domicile pour personnes âgées sur la Loire, une MECS sur le Rhône, un foyer de vie pour adultes handicapés en Haute Savoie.

De fait, les différents suivis en comité sur site et en séminaires collectifs ont rendu possible la formulation des problématiques de terrain et de pistes de travail. La démarche d'accompagnement a mis en évidence qu'il n'existe pas d'outil magique face à la maltraitance, mais une démarche que chaque site doit s'approprier, avec l'aide nécessaire d'un tiers, pour la difficile libération de la parole.

- **Accueil de jour Alzheimer et maladies apparentées : vers la mise en opérationnalité des projets**

Le 31 janvier 2006 à Lyon ont été réunis 150 professionnels dans une journée régionale se situant à l'articulation des actions collectives 2005 (suivi de 7 projets de création) et 2006-2007 (suivi de 8 projets dans leur mise en opérationnalité autour de l'ouverture).

Avec la mise en route de l'action 2006-2007, le principe demeure le même : accompagner 8 sites sur 5 départements en combinant temps de formation collective et suivi direct sur site. Les financements restent croisés : Apicil-Agira, Groupe Médéric, institutions concernées. L'Uriopss reste associée pour la conception et la mise en œuvre avec Laurent Daguët, consultant "Sens et Action".

La suite et la fin de l'action sont prévues en 2007 avec la tenue d'un dernier séminaire collectif à la mi septembre.

- **Amélioration de la Qualité en EHPAD**

Notre convention nationale entre la Fondation Jean Marie Bruneau et le réseau UNIOPSS-URIOPSS sur l'amélioration de la démarche qualité en EHPA a été renouvelée pour l'année 2006.

L'action a permis à deux maisons de retraite de notre région de valoriser leur projet d'adaptation et leur conduite de démarche qualité par l'octroi de subventions.

D'autre part, nous avons prévu un séminaire régional de dissémination des pratiques qui se déroulera finalement en janvier 2007 à Valence à l'heure où se croisent pour la première fois les conventions tripartites de première et de deuxième génération.

En 2007, nous gardons la perspective de renouveler la convention nationale.

- **Programme prévisionnel 2007**

Les actions collectives devraient s'articuler lors du prochain exercice autour des problématiques suivantes :

- Accueil de jour Alzheimer et maladies apparentées : vers la mise en opérationnalité des projets (suite)
- Amélioration de la Qualité en EHPAD (nouvel exercice)
- Elaboration collective d'un projet de formation des aidants familiaux, en lien avec l'UDAF du Rhône (nouveau)

Et sur les problématiques transversales du secteur privé non lucratif sanitaire et social :

- Pôle de coopération et démarche collective sur les restructurations avec le financement du Conseil régional pour une action sur trois années dans le cadre du contrat sectoriel CRESS (Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire).

**Les journées d'études organisées en 2006 par l'ensemble de l'équipe du siège :
16 journées ou demi-journées qui ont regroupé 1 293 personnes**

Dates et Lieux	Thème	Nombre de participants
31 janvier 2006 Centre Culturel de la Vie Associative de Villeurbanne	Sectoriel « L'accueil de jour : mieux construire les projets pour mieux accompagner les personnes »	119
30 mai 2006 - Villeurbanne 1 ^{er} juin 2006 - Annecy le Vieux 15 juin 2006 - Valence 22 juin 2006 - Bourg en Bresse	Intersectoriel « Loi 2002-2 modifiée par l'ordonnance de simplification sociale et médico-sociale, et le nouveau décret budgétaire comptable et financier »	34 29 24 17
20 juin 2006 - St-Symphorien d'Ozon (69)	Sectoriel « La démarche de conventionnement tripartite : l'outil PATHOS »	54
29 juin 2006 - Valence 30 juin 2006 - Villeurbanne 6 juillet 2006 - Annecy le Vieux	Droit du Travail « Les actualités dans le secteur sanitaire et social »	28 22 12
28 septembre - Ecully (Lyon)	Journée annuelle de rentrée	450
22 septembre 2006 - La Ravoire (73) 5 octobre 2006 - Lyon 6 octobre 2006 - Valence	« Préparation des budgets prévisionnels 2007 »	62 115 37
7 novembre 2006 - Lyon	Sectoriel Co-organisation avec le CREAI « Réforme de la protection de l'enfance et de la prévention de la délinquance. Les enjeux, les acteurs, les nouveaux équilibres »	112
7 décembre 2006 - Lyon 5 ^{ème}	Vie associative « La journée annuelle des dirigeants associatifs »	80
19 décembre 2006 - Lyon 5 ^{ème}	Droit du Travail « Les nouveautés dans le secteur sanitaire et social »	98
Soit total de		1 293 personnes

Les journées d'étude sont ciblées sur des thématiques plus spécialisées avec une fréquentation qui reste soutenue malgré la tendance à la baisse observée depuis plusieurs années. Nous avons adapté les thèmes à la demande très spécialisée. Sous cette forme et avec toujours une attention particulière au dossier du participant qui doit être un outil de travail utilisable ensuite sur site, nos journées demeurent attractives et permettent de renforcer le soutien des dirigeants.

Quelques chiffres de la formation à l'URIOPSS Rhône-Alpes

Type de formation	Nombre de stages	Nombre de journées	Nombre de personnes
Stages INTER	35	72	310
Stages INTRA	19	41	331
Prestations services	9	22.5	134
Total	63	135.5	775

➔ Les stages « inter-établissements »¹ : **représentent 64 % de notre chiffre d'affaires en 2006** (contre 66 % en 2005)

➔ Les stages « intra »² **entrent pour 26% dans notre chiffre d'affaire formation** (contre 20 % en 2005)

➔ Les Prestations de Service d'Enseignement³ **représentent 10% de notre chiffre d'affaires en 2006** (contre 14 % en 2005)

Les conseillers techniques de l'URIOPSS ont animé 120 jours sur les 135,5 jours de formations organisés. Nous notons une baisse d'environ 9 % du chiffre d'affaires 2006 par rapport à 2005 due d'une part à peu de stages réactifs en inter et d'autre part à une baisse de l'effectif moyen en stages inter (cette baisse est progressive : depuis 5 ans notre taux de remplissage est passé de 13 à 8 stagiaires).

Les demandes de **formations sur mesure en intra muros** pour un groupe de salariés sont de plus en plus fréquentes, dans un souci d'efficacité et de rentabilité pour les associations (en temps et argent).

La répartition des 135,5 jours de formation se fait selon les 3 grandes rubriques suivantes :

➔ Place des associations, législation et réglementation, stages sectoriels, projets et démarche d'évaluation : **62,5 journées**

➔ Comptabilité/gestion : **30 journées**

➔ Droit associatif et social, gestion des ressources humaines : **43 journées**

Activité

Le temps de travail de Colette PROT (23h/semaine) se répartit de la façon suivante pour l'année 2006 :

- 83 % ingénierie de formation
- 14 % réunions, structure
- 3 % prestations payantes (action GPEC)

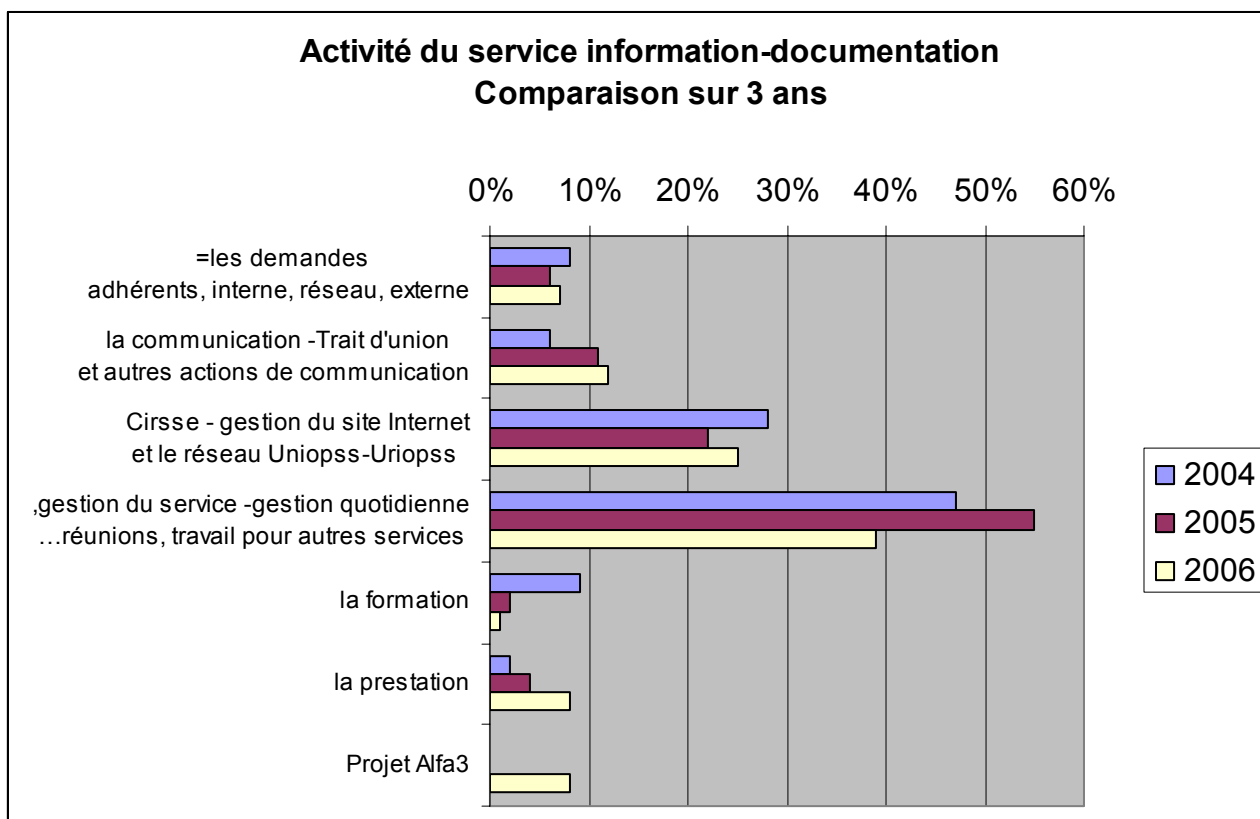
Annick CLAUD est en charge de la logistique et de l'administratif du service (environ 1/3 de temps). L'organisation du service étant maintenant en place, Colette PROT a pu développer les rencontres avec des partenaires ou des acteurs de la formation (OPCA, écoles ou université) ainsi que travailler sur l'élaboration d'une fiche VAE pour les adhérents. D'autres dossiers sont à l'étude pour 2007.

¹ Ils se déroulent à l'URIOPSS en inter associations. Ils sont organisés d'une part sur la base d'un catalogue envoyé aux adhérents en septembre de l'année N-1, d'autre part sur des propositions de stages en cours d'année en fonction de l'actualité concernant notre secteur (« stages réactifs »).

² Étudiés à la demande d'une association, d'un établissement ou d'un groupement d'établissements

³ Ce sont des stages en direction du réseau (autres URIOPSS) ou d'autres organismes de formation (y compris pour des prestations auprès d'adhérents qui sont organisés en interne avec un service de formation déclaré) ; nous intervenons en sous traitance

L'activité du service Information-Documentation est centrée majoritairement sur des services rendus dans le cadre de la cotisation. Voici une comparaison en % sur 3 ans du temps de travail consacré aux grandes activités du service :



Concernant les **demandes d'information**, le temps consacré reste stable comme le nombre de demandes. En 2006, **460 demandes** ont été formulées au service documentation dont **199 demandes de la part des adhérents**.

Pour la **communication**, les $\frac{3}{4}$ du temps sont consacrés à la gestion de la revue Trait d'Union (réalisation de la revue, coordination de l'équipe de rédaction, coordination de l'inter-région – 10 Uriopss, relations avec l'imprimeur...)

Concernant **le site Internet**, le temps de travail reste relativement stable mais le contenu de l'activité a changé : en 2004, la gestion du site (qui venait d'être créé) prenait beaucoup plus de temps qu'en 2006. Par contre, 2006 a été marqué par un investissement dans le groupe de travail des documentalistes du réseau pour la version 2 de notre site Cirsse (réalisation du cahier des charges, choix du prestataire, travail sur la nouvelle architecture ...)

Le temps consacré à la **gestion du service** baisse par rapport à 2006 notamment au profit de projets informatiques (Alfa et Cirsse). De plus, l'informatisation du fonds documentaire (ouvrages) du service ayant été finalisée en 2005 (460 ouvrages saisis sur la base d'information), le temps consacré à cette tâche a pu être dégagé.

L'activité **formation** ne représente plus que 1 % car les formations Internet et messagerie ne sont pas demandées contrairement à nos perspectives de 2004. En effet, en 2004, l'activité a été centrée sur la recherche de salles multimédia, le montage des supports de formation, ainsi que le déroulement de plusieurs sessions. En 2006, 1 seule session d'1 jour a eu lieu.

L'activité **prestation** : en 2006, elle est centrée sur une prestation pour le réseau Uniopss-Uriopss qui est le cd rom du guide de l'employeur.

Le **projet Alfa3** : nouvelle activité informatique du réseau née en 2006. Ce projet rejoint la nouvelle version de notre site Internet Cirsse. L'objectif est de développer une nouvelle version de notre logiciel de gestion de nos activités (gestion des adhérents, des cotisations, des formations, des manifestations, facturation...). Ce logiciel, développé avec la société Alfa, sera en lien direct avec le nouveau site Internet afin de créer une plate-forme informatique unique. En 2006, en tant qu'Uriopss pilote, Rhône-Alpes a travaillé à la réalisation de cette plate-forme (5 réunions sur Paris, temps de travail à des tests logiciel, élaboration d'outils...)

Cirsse en 2006 : chiffres clés

Niveau National

1259 notes d'information nationale (+14 % / 2005)

Il s'agit du nombre de fiches de la base d'information rédigées par les groupes de veille (11 groupes en tout)

En Rhône-Alpes, 4 conseillers techniques et la documentaliste participent aux groupes de veille

299 338 consultations de fiches
sur la base de données (+75 % / 2005)

392 536 visites sur les sites (-10 % / 2005)

10 265 visiteurs par mois en moyenne (-3 % / 2005)

En Rhône-Alpes

Moyenne de 778 visites mensuelles
sur notre site

4 831 consultations de fiches
de la base de données par les adhérents Rhône-Alpes

1 370 codes d'accès nominatifs
attribués aux adhérents

Moyenne de 110 visiteurs identifiés par mois
(Accès par code à l'espace réservé aux adhérents)

672 inscrits aux listes de diffusion
de la base d'information (510 inscrits en 2005)

Une centaine de brèves d'information régionale rédigées
(Rubrique Actualité Régionale du site)

12 fiches de veille régionale créées (26 en 2005)

En 2006, 67 offres d'emploi et 31 demandes d'emplois en ligne
(en 2005 : 81 offres d'emploi et 36 demandes d'emploi en ligne)
(Saisies par les adhérents ou par le secrétariat de l'Uriopss)

99 fiches de fonds documentaire local
(Ouvrages informatisés dans la base de données)

1. Participation aux travaux du CROSMS et de la Conférence Régionale de Santé

Nous avons assuré, au cours de l'année 2006, une présence active et régulière au sein du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-sociale (CROSMS). Les travaux du CROSMS pour 2006 ont porté sur les points suivants :

- étude et avis sur les dossiers d'autorisation de création, de transformation ou d'extension des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- étude et avis sur les schémas d'organisation sociale et médico-sociale présentés par les départements de la région Rhône-Alpes ;
- analyse des besoins et propositions en terme de développement de l'offre sociale et médico-sociale ;
- étude et avis sur le Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC) présenté par la DRASS.

Après la mise en place de la conférence Régionale de Santé, nous avons participé aux travaux de cette instance qui ont porté en 2006 essentiellement sur le schéma d'organisation sanitaire, le plan régional de santé publique et le respect des droits des usagers.

2. Animation départementale

Après l'acte II de la décentralisation marqué par un certain nombre de lois - notamment celles du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et du 11 février 2005 sur le handicap - les départements ont pris de plus en plus d'importance dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales. L'union et la coordination des associations sur le terrain sont désormais essentielles pour peser sur ces politiques.

Conscient de cette évolution, l'Uriopss Rhône-Alpes a poursuivi son activité d'animation départementale en 2006 en s'appuyant sur ses délégués départementaux et sectoriels. L'animation départementale a représenté 19 % de l'activité du conseiller technique qui intervient en soutien de ces délégués. Les réunions départementales intersectorielles ont été un temps fort pour faire le point sur les questions principales touchant les 5 secteurs de notre activité et faire remonter les préoccupations de nos adhérents.

3. Participation aux travaux d'élaboration de contrat de projet Etat - Région 2007-2013

L'Uriopss Rhône-Alpes a participé aux travaux d'élaboration du contrat de projet Etat - Région qui étaient organisés par les préfets de région.

Les partenaires consultés à cette occasion ont pu largement débattre des priorités de la région Rhône-Alpes à intégrer dans le futur contrat de projet.

4. Participation aux travaux du Club de l'Observation Sociale en Rhône-alpes (COSRA)

L'Uriopss Rhône-Alpes a assuré une présence active au sein du COSRA. Il a pour objectif essentiel de favoriser le développement et la professionnalisation des pratiques d'observation sociale dans la région Rhône-Alpes. Cette structure fonctionne aujourd'hui comme un lieu ressource où les services de l'Etat, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale et les observatoires locaux peuvent échanger leurs pratiques, leurs expériences, leurs résultats et leurs méthodologies dans le domaine de l'observation sociale.

Secteur Santé – Thierry Vergnaud

Outre la veille réglementaire à travers le Trait d'Union, l'Uriopss a assuré une présence continue dans les instances où elle a la charge de représenter et de défendre les associations : CROS, CAP RESEAUX, Commission Paritaire Régionale des Centres de Santé, Conférence Régionale de Santé publique.

En fin d'année, la Drass a sollicité l'Uriopss pour être support et contributeur auprès du GRSP (Groupement Régional de Santé Publique) et de la CRS (Conférence Régionale de Santé) dans l'organisation de journées d'information et de mobilisation en matière de prévention à la santé et de santé publique. Cette activité s'appuiera sur l'ensemble des réseaux existants dans ce domaine et sera mis en place en 2007.

La Commission régionale de santé de l'Uriopss s'est organisée depuis cette année autour de 3 pôles interactifs tant le champ est vaste : les établissements de santé (MCO, SSR, USLD...), la santé mentale et la santé publique.

Par ailleurs, l'URIOPSS participe régulièrement à la Commission "Etablissements et service de santé" de l'Uriopss qui est désormais présidée par Edouard COUTY, ex-Directeur de l'Hospitalisation et de l'Organisation des Soins, et administrateur de l'Uriopss.

Les travaux de cette commission ont notamment abouti à l'organisation d'une journée d'étude nationale sur la Santé en Décembre 2006 et la publication de la plate-forme politique du Réseau qui rappelle ses attentes et ses souhaits en matière de santé et d'accès aux soins.

Secteur Personnes Handicapées et Personnes âgées – Jean Jallaguiet

L'animation de ces deux secteurs couvre représente **plus de 45 % de l'activité** y compris la réalisation des journées régionales d'animation (8 %). Outre le temps consacré au réseau Uniopss - Uriopss (5 %), cette animation se décline principalement en activités de conseil technique individuel (17,5 %) et de conseil collectif (15 %).

Il convient plus particulièrement d'insister sur l'importance des temps collectifs de réflexion (commissions sectorielles régionales et départementales) et de représentation (CROSMS, CRESS...)

- **Personnes Agées**

L'animation a conduit, en collectif comme en individuel, à suivre des dossiers-clé :

La réforme de la tarification des EHPAD est entrée dans sa dernière ligne droite alors que s'annonce déjà en 2007 la renégociation des premières conventions tripartites de deuxième génération. L'outil Pathos a été intégré à la réglementation des USLD, en attendant le tour des EHPAD, vraisemblablement en 2007. Dans ce cadre, les membres de la commission régionale ont relayé les formations mises en place par le Ministère dans les capitales de notre région et ont bouclé le dispositif d'information en initiant **un séminaire régional** qui s'est tenu **le 20 juin à « Châteauevieux »** dans la banlieue lyonnaise. A cette occasion, nous avons communiqué les résultats d'une enquête régionale 2006 touchant au fonctionnement des EHPAD et annonçant les **Assises Uniopss des établissements et services pour personnes âgées les 7 et 8 décembre à Nîmes**. En terme de contributions, notre région s'est fortement impliquée dans la manifestation nationale : participation à l'enquête nationale 2006, rédaction de la partie réglementaire du *Guide Uniopss sur le renouvellement des conventions tripartites*, intervention sur la prévention des situations de maltraitance, participation primée de deux établissements au concours affiches de la Fondation Médéric Alzheimer. En cours d'année, nous avons également réalisé un stage de formation sur le médecin coordonnateur (relatif aux derniers développements réglementaires) qui a rassemblé 25 professionnels de la région.

Versant domicile ou hébergement, les préoccupations des adhérents se sont portées sur la présentation du **Plan Solidarité Grand Age (PSGA 2007-2012)** durant l'été 2006 et s'inscrivant dans le prolongement des Plans « Vieillesse Solidarité (2004-2007) » et « Alzheimer (2001-2005) ». Le nouveau PSGA a en effet fixé des orientations préoccupantes, souhaitant encourager les établissements de personnes âgées à l'hébergement de résidents classés en GIR 1 et 2 et cantonner les services d'aide et de soins à domicile dans un rôle d'accompagnement des personnes âgées classées en GIR 3 et 4. Sur le plan des projets et des moyens, on recherche vainement la place citoyenne des acteurs : usagers,

aidants familiaux et professionnels ainsi que la nécessaire mixité sociale des populations sur les territoires. La réglementation sectorielle prend le pas sur le dispositif législatif, effaçant des principes et des droits comme le libre choix inscrit à travers l'action sociale et médico-sociale de la loi 2002-2. Considérant le décalage avec la réalité vécue sur le terrain par les populations concernées et par les dispositifs d'accompagnement, les membres de la commission régionale ont décidé de **programmer une journée régionale** qui se tiendra finalement en janvier 2007.

Les **Services de Soins Infirmiers à domicile** entrés en dotation globale avec l'exercice 2006 doivent pouvoir manifester leurs inquiétudes. Leur procédure budgétaire est désormais à l'épreuve des indicateurs socio-économiques. En outre, devant un défaut criant de « rebasage » de leurs tarifs, les SSIAD ont besoin de consolider leur réel avant même de créer des places nouvelles. Contrairement aux attendus du PSGA, ils doivent faire reconnaître que leurs interventions les portent sur le terrain devant des publics fragilisés par la dépendance et éloignés dans le territoire.

- **Personnes en situation de handicap**

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a pleinement occupé le paysage de l'année 2006. Nous avons essayé plus particulièrement de suivre deux chantiers importants sur notre région Rhône-Alpes :

Le premier concernait directement le terrain avec la **mise en opérationnalité des dispositifs départementaux** : maisons départementales des personnes handicapées (MPDH), commissions départementales de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH)...

De fait, du national au départemental, les différents niveaux de notre commission sectorielle ont essayé d'accompagner le mouvement. La commission régionale a suivi les installations successives des GIP, commissions exécutives et CDAPH, en tentant d'éclairer le positionnement des délégations départementales et sectorielles à cet égard : comment être force de propositions et de contre-propositions, et dans quelles directions ? Quelle place ont les associations et comment faire vivre leur représentation ?

La CNSA a élaboré un CD-ROM relatif à l'élaboration du guide des bonnes pratiques et à la mise en place de la MDPH, à remettre à l'échelle départementale. Par l'intermédiaire de la commission régionale, nous avons contribué à sa diffusion. Nous avons également invité à nos travaux la Directrice de la MDPH de Savoie.

Le deuxième chantier nous a conduit sur le **champ législatif** avec la parution attendue des textes d'application. Cela a nécessité un énorme travail de suivi : contre-propositions sur les projets de textes, analyse et communication des textes officiels.

Nous attendions particulièrement les textes concernant **l'emploi des travailleurs handicapés** : ceux concernant d'une part le milieu ordinaire, les entreprises adaptées et les centres de distribution de travail à domicile et d'autre part les Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) avec la parution des deux décrets d'application principaux refondant la réglementation (16 juin et 23 décembre). A cet égard, les demandes de conseil technique individuel ont fait remonter à maintes reprises la forte préoccupation des adhérents face à une réforme interrogeant la **pérennité de la dimension médico-sociale de l'accompagnement des ESAT**. Les membres de la commission régionale ont alors dessiné la perspective d'un séminaire régional en 2007 sur cette problématique.

La commission régionale s'est penchée pour une partie de sa réflexion sur **l'accueil séquentiel des personnes en situation de handicap** appelé à se développer suite à la demande et à la consolidation réglementaire des deux années précédentes (décret et circulaire).

- **Transversal**

L'animation de ces deux secteurs présente, année après année, une transversalité de plus en plus grande. Du reste, qu'ils travaillent aux services du Département, de la DDASS, à l'Agence Nationale des Services à la Personne (ANSP) ou ailleurs, nos interlocuteurs couvrent aujourd'hui le plus souvent les deux champs. Le conseil technique au quotidien ou bien l'animation des commissions sectorielles rencontre également des problématiques qui sont communes aux deux secteurs :

Le Programme interdépartemental d'Accompagnement des adultes handicapés et des personnes âgées (**PRIAC 2006-2008**) a été présenté pour la première fois le 14 avril 2006 aux membres du CROSMS plénier qui ont déploré l'absence de concertation préalable à l'élaboration du PRIAC. Notre réseau en a

communiqué les résultats et sans doute nos commissions seront-elles conduites à élaborer début 2007 quelques préconisations dans la perspective de la mise à jour du Programme triennal.

Le Plan de développement des Services aux personnes à domicile s'est mis en place dans sa phase active après la parution intervenue fin 2005-début 2006 des derniers décrets et circulaires. Au niveau national comme en région, le réseau Uniopss/Uriopss s'est montré particulièrement attentif à l'aménagement de la clause d'exclusivité pour les institutions loi 2002-2, introduit une première fois à titre transitoire par la circulaire ANSP du 16 août 2006 et à titre définitif par l'article 14 de la loi de FSS 2007 parue le 21 décembre 2006.

Parallèlement, autre signe fort de l'année 2006, nous avons suivi les réflexions de **la Conférence de la Famille**, laquelle a mis en évidence la grande importance du rôle et de la place tenus par **les aidants familiaux**. La thématique devra retenir l'attention des services et des établissements dans les années à venir.

Après la parution de la loi du 9 juin 1999 et un vide réglementaire proche de sept ans, « le suivi du **développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de la vie** » a enfin fait l'objet d'une série d'initiatives en 2006 : installation du comité national portant cet intitulé, plan d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006 - 2010, décret du 6 février 2006 relatif au contenu du projet d'établissement ou de service. D'autres textes sont attendus dans la foulée mettant en œuvre les dispositifs partenariaux : HAD, ...

La CNSA a initié en 2006 **un plan d'aide à la modernisation du secteur médico-social à hauteur de 500 millions d'euros** (350M€ pour le secteur personnes âgées, 150M€ pour le secteur handicap) pour des travaux de modernisation et de mise aux normes de sécurité. Par le biais des supports de communication et des commissions sectorielles, nos services ont fortement relayé le calendrier et la méthodologie pour aider les adhérents à s'inscrire dans les attendus de ce Plan. A sa demande, une maison de retraite a été accompagnée au plus près dans sa démarche de reconstruction et a obtenu la subvention allouée par la CNSA.

Ainsi l'Uriopss a-t-elle poursuivi son travail d'accompagnement portant sur le **développement et la pérennisation de l'offre** : création, extension, diversification des institutions sociales et médico-sociales adhérentes. A l'heure de la mise en place du pôle Uriopss régional de coopération, nos **prestations individuelles d'accompagnement** ont ainsi permis le suivi de deux EHPAD dans leur projet de rénovation, d'une association projetant la création d'un ESAT et la mise en opérationnalité ainsi que de quatre projets d'accueil de jour pour la maladie Alzheimer et les troubles apparentés. **Ces prestations individuelles d'accompagnement représentent près de 20 % de l'activité globale** du conseiller technique.

Secteur Enfance / Famille – François Boursier

Dans le cadre du suivi de ce secteur l'action de l'Uriopss Rhône-Alpes s'est structurée autour des points suivants :

- 1) L'animation de la Commission régionale protection de l'Enfance : le 20 janvier en Ardèche, le 7 avril en Haute Savoie, le 9 juin dans l'Ain, le 20 octobre en Savoie.
Ces réunions qui regroupent l'ensemble des délégués sectoriels de chaque département, permettent un travail d'information, de réflexion et d'analyse des préoccupations des associations de terrain, en tenant compte des diversités départementales.
- 2) Le travail avec les associations et en lien avec l'Uniopss sur les deux projets de loi ; l'un rénovant la protection de l'enfance, et l'autre sur la prévention de la délinquance (notamment le travail sur les amendements proposés par l'UNIOPSS).
- 3) La participation en lien avec Monsieur Labopin, administrateur de l'Uriopss, à la Commission nationale Protection de l'enfance et de la jeunesse. Cette commission permet un travail d'analyse en amont de l'action qui est très riche pour notre travail régional.
- 4) L'organisation, avec le CREAM, d'une journée d'information et de réflexion sur les nouvelles lois du secteur le 7 novembre 2006 à laquelle un centaine de personnes ont pu participer.

Secteur Insertion - François-Pierre Boursier

Dans le cadre du suivi du secteur de la lutte contre les exclusions, l'Uriopss Rhône-Alpes a travaillé autour des axes suivants :

- 1) L'animation du collectif ALERTE : les 14 avril, 9 juin, 15 septembre, 3 octobre, 10 novembre, et 8 décembre. Ce collectif regroupe les acteurs régionaux des adhérents nationaux : Secours Catholique, Entraide Protestante, ATD Quart monde, FNARS, Armée du salut, URIOPSS, URFJT, URPACT, MRIE, SNC, Petits Frères des Pauvres, Habitat et Humanisme, Médecins du Monde. Il permet un travail de réflexion sur les politiques à conduire notamment l'action nécessaire de sensibilisation de l'opinion publique.
- 2) La participation à des journées de réflexion : Journée de l'Observatoire national de la pauvreté et de la précarité le 26 juin, Journée FNARS sur l'évaluation à Grenoble le 12 octobre.
- 3) La participation au Groupe Réseau Insertion (GRI) au niveau national : le 24 janvier, le 17 mars, le 5 décembre. Ce groupe permet aux Uriopss de coordonner leur action.
- 4) Le travail avec les partenaires sociaux au sein du CESR. Nous travaillons avec ceux-ci sur les facteurs aggravants de l'exclusion en France aujourd'hui. Ce travail a été inauguré par une journée de réflexion le 13 février, à laquelle près de 300 personnes participèrent.
- 5) Des formations pour des adhérents : l'Urgence sociale pour une association dans le 69, le travail d'accompagnement social pour le secteur insertion d'une association dans le 42,
- 6) L'action sur les accueils de jour et sur leur avenir en lien avec la MRIE et l'ORSPERE (Observatoire Régional de la Souffrance Psychique en Relation avec l'Exclusion).
- 7) La participation au Conseil d'administration de la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE).

IV - LA REPRÉSENTATION DES ADHÉRENTS

1- Les représentations assurées au sein du réseau

NIVEAU	INSTANCES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
National	CNOSS (Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale)	Mme BRUNET (Uniopss)	Johann PRIOU (Uniopss)
	CNTSS (Commission Nationale du contentieux de la Tarification Sanitaire et Sociale)	Arnaud VINSONNEAU (Uniopss)	Bruno DELAVAL (Uriopss Nord pas de Calais)
	ANAES (Agence Nationale de l'Accréditation et de l'Evaluation en Santé)	(administrateur Uriopss pour l'Uniopss)	
Commissions Nationales	Droit social	Pierre GAUDIER	
	Gestion	Marc PILLON	
	Comité de suivi de la veille (CIRSE)	Marc PILLON	
	Vie associative	Laure CHAREYRE Pierre GAUDIER	
	Europe	Laure Chareyre	
	Protection de l'Enfance	Guy LABOPIN (Secrétaire Uriopss)	François BOURSIER
	Petite Enfance	François BOURSIER	
	GRI (Groupe Réseau Insertion)	François Pierre BOURSIER	
	CNUESPA (Personnes âgées)	Jean JALLAGUIER	
	Handicap	Carmel ASCIAC (URIOPSS) Délégué sectoriel	
Santé	Thierry VERGNAUD		
Instance Interrégionale	TITSS de LYON (Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et sociale)	Christian BRULEY (URIOPSS PACAC)	Marc PILLON

NIVEAU	INSTANCES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Commissions Régionales	CESR (Conseil Economique et Social Régional)	Bruno de la BASTIE	
	Bureau CPCA (Conférence Permanente des Coordinations Associatives)	Bruno de la BASTIE	
	COREVA (vie associative Conseil Régional)	Bruno de la Bastie	
	Bureau CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire)	Laure CHAREYRE	
	Commission consultative Idéclic Solidaire (Conseil Régional)	Laure Chareyre	
	CROS (Comité Régional de l'Organisation Sanitaire)	Eric Dubost Administrateur Uriopss	Thierry VERGNAUD

Commissions Régionales	CROSMS (Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale)	François BOURSIER Jean JALLAGUIER Eric RAOUF	répartition dans sections différentes
	Comité de suivi et d'orientation du SROS	Francis CONTIS (Vice-Président de l'Uriopss)	
	Cap Réseau	Thierry VERGNAUD	Jean JALLAGUIER
	Conférence Régionale de Santé Publique	Eric RAOUF	
	Comité Régional des Services de Proximité	Jean JALLAGUIER	Mme CATTENAT
	Commission paritaire régionale des centres de santé	Thierry VERGNAUD	
	Instance de concertation régionale des Soins de Suite et de Réadaptation	Thierry VERGNAUD	
MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion)	François-Pierre BOURSIER		

V - Conclusion et orientations pour 2007 et années suivantes

L'année 2006 a représenté une année transitoire avec un équilibre financier retrouvé que nous comptons maintenant consolider, avec un développement correspondant aux orientations et attentes des adhérents.

Pour cela, il nous faut « recalibrer » l'équipe (13 personnes en 2006) pour garantir un suivi des réponses aux différentes sollicitations individuelles et collectives. La charge assurée par cette équipe a été extrêmement importante ces dernières années et ne peut perdurer dans ces conditions.

Mais la grande satisfaction aujourd'hui est de voir que les choix effectués en terme de compétences techniques au service des adhérents et de développement de l'accompagnement individuel ont été très positifs.

Le projet associatif de l'Uriopss, revisité en 2005/2006 a eu le mérite de donner une visibilité stratégique et de permettre une cohérence dans les choix d'intervention.

Les grands chantiers qui mobilisent l'ensemble de l'équipe aujourd'hui et qui seront durables dans les prochaines années concernent particulièrement :

- La vie et gouvernance associative avec le projet stratégique, ses parties prenantes et son évaluation régulière
- La démarche qualité et la méthodologie de mise en place de démarche de projet et d'évaluation interne au sein des établissements et services.
- La question des regroupements, mutualisation, partage entre associations pour des restructurations positives des associations sanitaires et sociales.

Par ailleurs, il nous reste à consolider et à valoriser l'activité relative aux politiques sectorielles en renforçant les échanges entre les différentes commissions régionales et avec les représentants en région des adhérents nationaux.

Nous devons améliorer cette prise de parole commune et les échanges sur les politiques publiques et sectorielles pour mieux contribuer et proposer des réponses adaptées aux difficultés des publics concernés.

Les modifications statutaires engagées en 2006 doivent nous permettre de consolider concrètement cette nouvelle approche en veillant à la mixité permanente des dirigeants associatifs (bénévoles et salariés) dans les différentes instances de concertation.

Laure Chareyre
Directrice